

Rapport financier 2014

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lac-aux-Sables

Code géographique : 35010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Valérie Cloutier OMA, atteste la véracité du rapport financier

de Lac-aux-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-11-17 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

La MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE perçoit des droits des exploitants de carrières et de sablières de son territoire en vertu d'un règlement concernant la constitution d'un fonds local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques. La MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE comptabilise ces revenus à partir des déclarations fournies par les exploitants. Nous n'avons pu auditer de façon satisfaisante l'exhaustivité des quantités déclarées des substances assujetties aux droits de perception. Par conséquent, notre audit de ces revenus s'est limité aux montants déclarés à MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE pour l'exercice et n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de droits, à l'excédent (déficit) de l'exercice, à l'excédent (déficit) accumulé et aux flux de trésorerie.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINTE-THÈCLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S23-1, S23-2 ET S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. La case ci-dessous est réservée pour la signature et l'adresse de l'auditeur indépendant, lequel devrait se guider à cet égard sur les exemples proposés par l'OCPAQ.

DÉSAULNIERS, GÉLINAS, LANOUILLE S.E.N.C.R.L.1
Société de comptables professionnels agréés

1Par Guy Désaulniers, CPA auditeur, CA

Saint-Tite, Qué.

DATE 2015-11-17

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

N/A

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 107 943	2 152 766		2 152 766	1 992 307
Compensations tenant lieu de taxes	2	78 669	84 676		84 676	74 211
Quotes-parts	3					
Transferts	4	188 788	217 465		217 465	622 744
Services rendus	5	42 614	61 828		61 828	28 334
Imposition de droits	6	75 300	87 099		87 099	75 295
Amendes et pénalités	7	7 500	12 700		12 700	13 539
Intérêts	8	7 500	8 373		8 373	10 403
Autres revenus	9	1 500	8 558		8 558	4 057
	10	2 509 814	2 633 465		2 633 465	2 820 890
Investissement						
Taxes	11	113 500	115 758		115 758	116 220
Quotes-parts	12					
Transferts	13	30 000	49 972		49 972	210 551
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15	50 000	18 962		18 962	56 263
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	193 500	184 692		184 692	383 034
	18	2 703 314	2 818 157		2 818 157	3 203 924
Charges						
Administration générale	19	418 629	439 077	6 700	445 777	460 685
Sécurité publique	20	365 215	321 217	45 064	366 281	345 094
Transport	21	682 875	689 960	144 392	834 352	821 970
Hygiène du milieu	22	480 666	436 705	300 206	736 911	691 770
Santé et bien-être	23	18 806	4 601		4 601	7 499
Aménagement, urbanisme et développement	24	116 328	94 295	1 215	95 510	96 181
Loisirs et culture	25	231 898	211 034	33 350	244 384	247 343
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	101 052	112 802		112 802	155 469
Amortissement des immobilisations	28	495 000	530 927	(530 927)		
	29	2 910 469	2 840 618		2 840 618	2 826 011
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(207 155)	(22 461)		(22 461)	377 913

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(207 155)	(22 461)	377 913
Moins: revenus d'investissement	2 (	193 500 ) (	184 692 ) (	383 034)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(400 655)	(207 153)	(5 121)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	495 000	530 927	514 626
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	495 000	530 927	514 626
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	167 633 ) (	181 134 ) (	125 756)
	18	(167 633)	(181 134)	(125 756)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	) (	4 521 ) (	(263 117))
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	9 642	8 923	14 345
Excédent de fonctionnement affecté	21	100 000		8 192
Réserves financières et fonds réservés	22	(36 354)	(61 863)	(35 394)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	73 288	(57 461)	250 260
	26	400 655	292 332	639 130
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		85 179	634 009

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	193 500	184 692	383 034
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 (	104 000 ) (	6 857 ) (	62 589)
Sécurité publique	3 (	23 500 ) (	22 911 ) (	340 230)
Transport	4 (	133 500 ) (	90 163 ) (	131 803)
Hygiène du milieu	5 (	50 000 ) (	23 926 ) (	89 005)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	868) () (
Loisirs et culture	8 (	145 305 ) (	71 993 ) (	100 300)
Réseau d'électricité	9 () () () (
	10 (	456 305 ) (	216 718 ) (	723 927)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 () () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 () () () (
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			916 821
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		4 521	(263 117)
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15	138 805	7 777	
Excédent de fonctionnement affecté	16	99 000	46 750	104 682
Réserves financières et fonds réservés	17	25 000		
	18	262 805	59 048	(158 435)
	19	(193 500)	(157 670)	34 459
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		27 022	417 493

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	632 957	598 897	587 498
Charges sociales	2	129 368	117 826	102 316
Biens et services	3	1 077 678	1 041 786	1 017 985
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	49 383	23 741	66 454
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	51 669	69 538	34 903
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8		19 523	54 112
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	418 139	221 318	238 633
Autres	10	24 615	7 525	
Autres organismes	11	31 660	209 537	209 484
Amortissement des immobilisations	12	495 000	530 927	514 626
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	2 910 469	2 840 618	2 826 011

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	2 221 443	2 268 524	2 108 527
Compensations tenant lieu de taxes	2	78 669	84 676	74 211
Quotes-parts	3			
Transferts	4	218 788	267 437	833 295
Services rendus	5	42 614	61 828	28 334
Imposition de droits	6	75 300	87 099	75 295
Amendes et pénalités	7	7 500	12 700	13 539
Intérêts	8	7 500	8 373	10 403
Autres revenus	9	70 461	27 520	60 320
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 722 275	2 818 157	3 203 924
Charges				
Administration générale	12	427 584	445 777	460 685
Sécurité publique	13	409 605	366 281	345 094
Transport	14	809 045	834 352	821 970
Hygiène du milieu	15	767 010	736 911	691 770
Santé et bien-être	16	18 806	4 601	7 499
Aménagement, urbanisme et développement	17	117 027	95 510	96 181
Loisirs et culture	18	260 340	244 384	247 343
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	101 052	112 802	155 469
	21	2 910 469	2 840 618	2 826 011
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(188 194)	(22 461)	377 913
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		10 970 044	10 592 131
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 970 044	10 592 131
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		10 947 583	10 970 044

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(188 194)	(22 461)	377 913
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	456 305 ) (	216 718 ) (	723 927)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	495 000	530 927	514 626
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	38 695	314 209	(209 301)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		1 293	(801)
Variation des autres actifs non financiers	10		5 755	(51 396)
	11		7 048	(52 197)
	12	(149 499)	298 796	116 415
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(149 499)	298 796	116 415
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(867 354)	(983 769)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(867 354)	(983 769)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(568 558)	(867 354)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Encaisse	1 419 363	785 915
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	2 252 497	4 007 771
Prêts (note 6)	4	
Placements à long terme (note 7)	2 686	2 686
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	3 674 546
		4 796 372
PASSIFS		
Découvert bancaire	10	
Emprunts temporaires (note 10)	11	822 202
Créditeurs et charges à payer (note 11)	209 552	384 224
Revenus reportés (note 12)	1 752	800
Dette à long terme (note 13)	4 031 800	4 456 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16	4 243 104
		5 663 726
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(568 558)
		(867 354)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 15)	11 428 036	11 742 245
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	
Stocks de fournitures	28 005	29 298
Autres actifs non financiers (note 17)	60 100	65 855
	22	11 516 141
		11 837 398
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	10 947 583
		10 970 044

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(22 461)	377 913
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	530 927	514 626
Autres			
-	3		
-	4		
	5	508 466	892 539
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 755 274	88 125
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(174 672)	(78 642)
Revenus reportés	9	952	(3 423)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	1 293	(801)
Autres actifs non financiers	13	5 755	(51 396)
	14	2 097 068	846 402
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(216 718)	(723 927)
Produit de cession	16		
	17	(216 718)	(723 927)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		2 238 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(424 700)	(244 114)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(822 202)	(1 717 535)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 246 902)	276 351
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	633 448	398 826
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	785 915	387 089
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 419 363	785 915

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été constituée en 1899, en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables n'a aucun organisme dans son périmètre comptable qu'elle doit consolider.

MATIÈRES RÉSIDUELLES

La municipalité de Lac-aux-Sables a signée une entente de partenariat non commerciale avec la municipalité de Sainte-Thècle pour la cueillette et le transport des matières résiduelles. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

La municipalité de Lac-aux-Sables a signée une entente de partenariat non commerciale avec les municipalités de Notre-Dame-de-Montauban et de Sainte-Thècle, pour l'application du schéma de couverture de risques en incendie. Ce partenariat est comptabilisé selon la méthode de consolidation ligne par ligne.

TRANSACTIONS AVEC DES ORGANISMES MUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX.

La municipalité est membre de la MRC de Mékinac qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme sont réparties sur différentes bases selon la catégorie à laquelle elles appartiennent. Ces bases sont : le nombre de municipalités, leur population respective et leur richesse foncière uniformisée.

La quote part de la municipalité pour l'année 2014 s'est élevée à 148 273 \$ (141 237 \$ en 2013).

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et de services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 et 10 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'état du coût des services municipaux.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Dépenses reportées

Les frais d'escompte et d'émission des emprunts à long terme sont amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Affectation

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Utilisation d'estimations

Pour préparer les états financiers conformément aux normes canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses qui influent sur le montant des actifs et des passifs et les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date du bilan ainsi que sur le montant des produits et des charges de l'exercice. Ces estimations sont révisées périodiquement et, s'ils s'avèrent nécessaires, des ajustements sont portés aux résultats de l'exercice où ils sont connus.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 419 363	785 915
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	37 074	52 617
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 054 797	2 323 742
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	71 583	1 460 365
Organismes municipaux	8	35 322	69 630
Autres			
- Mutation, fond local et autres	9	16 421	78 108
- Intérêts à recevoir	10	37 300	23 309
	11	2 252 497	4 007 771
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 805 575	2 049 141
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 805 575	2 049 141
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	31 327	24 618
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	2 686	2 686
	24	2 686	2 686
Note			
Le placement correspond au coût des parts privilégiées détenues dans la Société coopérative agricole St-Ubald. Le coût est augmenté annuellement de la valeur des parts réinvesties.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 24 679	25 845
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>24 679</u>	<u>25 845</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires			
L'emprunt temporaire d'un montant autorisé de 100 000 \$, porte intérêts au taux préférentiel actuellement de 3.00 % l'an et est renouvelable annuellement.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	59 893	125 296
Salaires et avantages sociaux	38	43 372	39 353
Dépôts et retenues de garantie	39	11 720	12 716
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Frais courus	42	9 600	28 175
- MRC de Mékinac	43	46 206	
- Intérêts courus	44	38 761	43 587
- Retenue contrat	45		135 097
-	46		
	47	209 552	384 224

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 752	800
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52	1 752	800

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,10	3,00	2016	2019	53	3 943 900	4 357 900
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	3,53	3,53	2016	2016	58	87 900	98 600
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	4 031 800	4 456 500
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	4 031 800	4 456 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2014
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2015	64	72	418 450	80	89	97	418 450
2016	65	73	431 900	81	90	98	431 900
2017	66	74	440 550	82	91	99	440 550
2018	67	75	473 500	83	92	100	473 500
2019	68	76	366 150	84	93	101	366 150
2020 et +	69	77	1 901 250	85	94	102	1 901 250
	70	78	4 031 800	86	95	103	4 031 800
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	4 031 800	88	96	105	4 031 800

Note

		2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(568 558)	(867 354)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(568 558)	(867 354)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	4 973 524	138		165		192	4 973 524
Eaux usées	111	6 105 643	139		166		193	6 105 643
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	2 805 418	140	56 793	167		194	2 862 211
Autres	113	608 749	141	26 577	168		195	635 326
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	680 801	143	64 974	170		197	745 775
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 073 047	145	33 371	172		199	1 106 418
Ameublement et équipement de bureau	118	123 695	146	3 951	173		200	127 646
Machinerie, outillage et équipement divers	119	322 744	147	31 052	174		201	353 796
Terrains	120	111 260	148		175		202	111 260
Autres	121	42 462	149		176		203	42 462
	122	<u>16 847 343</u>	150	<u>216 718</u>	177		204	<u>17 064 061</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>16 847 343</u>	152	<u>216 718</u>	179		206	<u>17 064 061</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	824 886	153	125 907	180		207	950 793
Eaux usées	126	2 033 232	154	150 897	181		208	2 184 129
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	991 462	155	83 715	182		209	1 075 177
Autres	128	458 320	156	27 530	183		210	485 850
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	176 501	158	31 228	185		212	207 729
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	306 087	160	78 675	187		214	384 762
Ameublement et équipement de bureau	133	94 044	161	8 094	188		215	102 138
Machinerie, outillage et équipement divers	134	212 164	162	20 680	189		216	232 844
Autres	135	8 402	163	4 201	190		217	12 603
	136	<u>5 105 098</u>	164	<u>530 927</u>	191		218	<u>5 636 025</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>11 742 245</u>					219	<u>11 428 036</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232		
	233		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	20 373	16 196
Frais reportés			
- Émission dette à long terme	237	39 727	49 659
-	238		
	239	60 100	65 855
Note			

18. Obligations contractuelles

La municipalité a conclu des ententes à long terme pour divers services. Les versements futurs s'élèveront à 1 029 716 \$ et comprennent les paiements suivants (excluant les taxes) pour les trois prochains exercices :

	2015	2016	2017	2018	2019
Enlèvement de la neige	215 622 \$	218 327 \$	220 263 \$	221 236 \$	153 618 \$
Location d'un photocopieur	650 \$	- \$	- \$	- \$	- \$

Programme d'habitation

De plus, la municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Lac-aux-Sables à combler 10% du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

Partenariat non commercial

MATIÈRES RÉSIDUELLES

La municipalité a conclu une entente de services avec la municipalité de Sainte-Thècle pour les 10 prochaines années à compter de l'année 2010, pour la cueillette et le transport des matières résiduelles. Les modalités de l'entente sont spécifiées dans le règlement # 2010-500.

Les dépenses en immobilisations effectuées pour réaliser l'objet de l'entente sont payées dans une proportion équivalente (50/50) par les municipalités, lesquelles sont propriétaires en parts égales.

Les items suivant sont répartis selon le nombre de portes dans chacune des municipalités participantes :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Les frais de main d'œuvre (rémunération de l'opérateur, charges sociales et avantages sociaux)

- Les frais d'entretien et d'opération du camion (carburant productif et non-productif, ainsi que l'entretien et la réparation du camion)

- Frais de poste relatifs à chacune des municipalités pour l'envoi des communications aux citoyens.

La municipalité qui fait la gestion comptable du projet doit imputer le surplus annuel dans une réserve financière, afin que les sommes amassées dans le cadre de cette entente soient comptabilisées distinctement. Pour l'exercice 2014, le solde de la réserve financière comptabilisé dans les états financiers de la municipalité de Sainte-Thècle est de 60 000 \$.

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Compte à payer à la Municipalité de Ste-Thècle :	9 609 \$
Immobilisation - Matériel Roulant :	85 678 \$
Dette à long terme :	85 678 \$
Dépenses d'opérations :	52 135 \$

Les pourcentages d'attribution pour les municipalités sont de:

Sainte-Thècle	59%
Lac-aux-Sables	41%

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUE

En mars 2013, suite à l'adoption du règlement # 2013-511 la Municipalité a signé une entente intermunicipale relative à l'application du schéma de couverture de risque en incendie avec les Municipalités de Sainte-Thècle et de Notre-Dame-de-Montauban. Les dépenses en immobilisations et les dépenses d'opération et d'administration (comprenant la rémunération du directeur-préventionniste, le paiement des interventions, les frais de bureau, d'habillement et les frais de déplacement) effectuées pour réaliser l'objet de l'entente. Elles sont payées dans une proportion équivalente (1/3-1/3-1/3) par les municipalités, lesquelles seront propriétaires en parts égales. Les passifs et les frais de financement s'y rattachant, seront pris en charge également à part égale. Ce partenariat a été présenté selon cette répartition aux états financiers. Au 31 décembre 2014 :

Les montants relatifs à cette entente sont de :

Compte à payer à la Municipalité de Notre-Dame de Montauban :	1 411\$
Dépenses d'opérations	
Salaires	13 964\$
Avantages sociaux	2 207\$
Autres dépenses d'opérations	5 208\$

La municipalité de Notre-Dame-de-Montauban a été nommée, municipalité mandataire, pour effectuer la gestion comptable et doit par le fait imputer les surplus annuels dans une réserve financière. Au 31 décembre 2014, il n'y a aucun surplus d'accumulé.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Municipalité. Les données budgétaires n'ont pas fait l'objet de vérification.

22. Instruments financiers

		2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	240	1 419 363	785 915
Découvert bancaire	241	()	()
Placements temporaires	242		
<i>Ajouter</i>			
-	243		
-	244		
-	245		
-	246		
<i>Déduire</i>			
-	247	()	()
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	253	1 419 363	785 915

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 780 348	1 028 306
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 965 423	606 851
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 9 201 812	9 334 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 10 947 583	10 970 044
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Budget d'investissement 2015	8 500 864	237 805
- Budget de fonctionnement 2015	9 140 000	100 000
- Surplus pour immobilisations	10 54 227	27 206
- Camion incendie	11 10 804	10 804
- Camion Ford F-150	12	33 371
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 705 895	409 186
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
- MRC Déchiquetteuse	22 1 596	518
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 1 596	518
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 129 559	93 990
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 118 317	103 157
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Vidange bassins aérés	34 10 056	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 257 932	197 147
	39 965 423	606 851

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () (
Intérêts sur la dette à long terme	41 () (
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () (
Régimes non capitalisés	43 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () (
Autres	45 () (
Régimes non capitalisés	46 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () (
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 () (
Utilisation du fonds de roulement	49 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 () (
Autres		
-	51 () (
-	52 () (
	53 () (
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 () (
Autre financement	55 () (
	56 () (
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57	
Investissements à financer	58 () (
	59	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60	11 428 036
Propriétés destinées à la revente	61	11 742 245
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63	
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65	11 428 036
	65	11 742 245
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66	4 031 800
Frais reportés liés à la dette à long terme	67	
Montants des débiteurs et autres montants affectés		
au remboursement de la dette à long terme	68 (	1 805 576) (
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 () (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 () (
	71	2 226 224
	71	2 407 358
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72	
	73	2 226 224
	73	2 407 358
	74	9 201 812
	74	9 334 887

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____ 0	3 _____ 0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S.O.

	2014	2013
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2014	2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	58 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 _____	_____
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 _____	_____
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Versement d'une cotisation au REER des employés réguliers et cadres représentant 5.5 % du salaire annuel.

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	24 679	25 845

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		

Note

S.O.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	4 031 800
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	1 805 575
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 226 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	2 226 225
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	311 209
Endettement total net à long terme	20	2 537 434
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 537 434
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 380 930	1 410 202	1 251 714
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	51 757	53 120	55 100
Activités de fonctionnement	3	20 000	20 414	20 336
Activités d'investissement	4	113 500	115 758	116 220
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6		15 154	15 154
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 566 187	1 614 648	1 458 524
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	66 543	66 862	61 489
Égout	11	40 467	43 069	41 654
Traitement des eaux usées	12	34 632	34 832	35 483
Matières résiduelles	13	226 873	225 414	231 840
Autres				
-Fosses septiques	14	48 585	57 671	56 909
-Roulottes	15		2 514	2 422
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	6 540	7 161	6 542
Service de la dette	18	189 925	190 906	158 951
Activités de fonctionnement	19	41 691	25 447	54 713
Activités d'investissement	20			
	21	655 256	653 876	650 003
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	655 256	653 876	650 003
	26	2 221 443	2 268 524	2 108 527

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 600	2 736	
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	2 775	4 864	
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	57 672	57 672	57 672
	31	62 047	65 272	57 672
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	6 000	8 573	5 903
	35	6 000	8 573	5 903
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	68 047	73 845	63 575
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	310	334	327
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	760	754	757
Taxes d'affaires	43			
	44	1 070	1 088	1 084
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	9 552	9 743	9 552
	50	9 552	9 743	9 552
	51	78 669	84 676	74 211

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	783	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55	3 500	2 207
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	94 824	376 769
Enlèvement de la neige	58	40 243	40 243
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	16 475	19 232
Réseau de distribution de l'eau potable	68	16 023	13 830
Traitement des eaux usées	69	40 235	
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	17 723	49 056
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		3 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	188 788	504 337

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		16 738
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	10 000	131 804
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		25 000
Réseau de distribution de l'eau potable	107	10 000	
Traitement des eaux usées	108		3 535
Réseaux d'égout	109	10 000	33 474
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125	19 972	
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	30 000	210 551

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		118 407
	138		118 407
TOTAL DES TRANSFERTS	139 218 788	267 437	833 295

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	2 558	2 306
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	2 558	2 306
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	3 933	
Enlèvement de la neige	150	27 513	
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	15 674	
		31 446	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	2 240	3 025
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163	1 078	
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	2 240	4 103
			2 900
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	11 400	
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	11 400	
Réseau d'électricité			
	180		
	181	29 314	38 107
			5 206

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	300	2 384	169
Sécurité publique	183	100	144	65
Transport				
Réseau routier	184		300	90
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	3 300	766	377
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	2 400	2 400	2 400
Loisirs et culture	193	7 200	17 727	20 027
Réseau d'électricité	194			
	195	13 300	23 721	23 128
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	42 614	61 828	28 334
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	24 100	24 324	24 119
Droits de mutation immobilière	198	35 000	47 615	34 272
Droits sur les carrières et sablières	199	16 200	15 160	16 904
Autres	200			
	201	75 300	87 099	75 295
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	7 500	12 700	13 539
INTÉRÊTS	203	7 500	8 373	10 403
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	50 000	5 812	56 263
Autres contributions	210		18 549	
Autres	211	1 500	3 159	4 057
	212	51 500	27 520	60 320

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	55 421	54 678			54 678	51 419
Application de la loi	2	2 121	559			559	604
Gestion financière et administrative	3	196 660	203 666	6 700		210 366	219 397
Greffe	4	37 188	31 961			31 961	56 418
Évaluation	5	71 688	73 978			73 978	86 510
Gestion du personnel	6	7 600	12 154			12 154	8 427
Autres	7	47 951	62 081			62 081	37 910
	8	418 629	439 077	6 700		445 777	460 685
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	192 979	192 682			192 682	179 809
Sécurité incendie	10	137 135	103 620	40 002		143 622	132 764
Sécurité civile	11	24 161	19 969	5 062		25 031	28 060
Autres	12	10 940	4 946			4 946	4 461
	13	365 215	321 217	45 064		366 281	345 094
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	416 925	423 772	129 223		552 995	545 100
Enlèvement de la neige	15	222 090	242 006	15 169		257 175	254 571
Éclairage des rues	16	14 328	11 571			11 571	16 190
Circulation et stationnement	17	25 889	9 068			9 068	2 628
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 643	3 543			3 543	3 481
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	682 875	689 960	144 392		834 352	821 970

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Budget 2014		Réalizations 2014		Total	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	24 108	19 923	74 463	94 386	91 586
Réseau de distribution de l'eau potable	24	43 935	52 681	53 299	105 980	102 617
Traitement des eaux usées	25	34 632	28 821	79 797	108 618	102 410
Réseaux d'égout	26	40 467	32 667	72 642	105 309	110 645
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	93 473	80 365	15 946	96 311	100 168
Élimination	28	95 600	82 559		82 559	77 133
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	38 062	46 003		46 003	36 702
Tri et conditionnement	30	2 845				
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	16 856	15 802	4 059	19 861	2 303
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	5 933				
Protection de l'environnement	38	23 728	19 613		19 613	16 439
Autres	39	61 027	58 271		58 271	51 767
	40	480 666	436 705	300 206	736 911	691 770
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	7 145	3 978		3 978	7 269
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	11 661	623		623	230
	44	18 806	4 601		4 601	7 499
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	95 380	74 293	1 215	75 508	74 871
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	20 948	16 706		16 706	17 291
Tourisme	49		3 296		3 296	1 519
Autres	50					
Autres	51					2 500
	52	116 328	94 295	1 215	95 510	96 181

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	73 974	57 363	30 202	87 565	94 837
Patinoires intérieures et extérieures	54					8 512
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	129 617	106 177		106 177	108 812
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59		11 894		11 894	
	60	203 591	175 434	30 202	205 636	212 161
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	7 600	20 430		20 430	18 857
Bibliothèques	62	17 407	12 045	1 851	13 896	16 325
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	3 300	3 125	1 297	4 422	
	66	28 307	35 600	3 148	38 748	35 182
	67	231 898	211 034	33 350	244 384	247 343
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	101 052	93 279		93 279	101 357
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		19 523		19 523	54 112
	73	101 052	112 802		112 802	155 469
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	495 000	530 927	(530 927)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE LAC-AUX-SABLES (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2015-11-17

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 276 810</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	8 286
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>8 286</u>
Revenus de taxes	11	<u>2 268 524</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes			1	2 268 524
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 268 524</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	2 815		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	7 161		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>9 976</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 258 548</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>209 731 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>212 552 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>211 142 200</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 258 548</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>211 142 200</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 0 | 6 | 9 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			(9 951)
Conduites d'égout	4	15 000		69 080
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	128 500	56 793	131 803
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			100 130
Autres infrastructures	11	10 000	26 577	16 739
Réseau d'électricité	12		58 388	
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	70 000	6 586	61 641
Édifices communautaires et récréatifs	14	135 305		
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		33 371	315 973
Ameublement et équipement de bureau	18	24 000	3 951	1 116
Machinerie, outillage et équipement divers	19	28 500	31 052	37 396
Terrains	20			
Autres	21	45 000		
	22	456 305	216 718	723 927

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			(9 951)
Conduites d'égout	26			69 080
Autres infrastructures	27		83 370	248 672
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		133 348	416 126
	34		216 718	723 927

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	4 357 900		414 000	3 943 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	3				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4	98 600		10 700	87 900
Autres	5				
	6				
	7	4 456 500		424 700	4 031 800
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme	8				
Excédent de fonctionnement affecté					
Réserves financières et fonds réservés	9				
Fonds d'amortissement	10				
	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	12	1 563 577		116 246	1 447 331
De la municipalité (Société de transport en commun)	13	843 782		64 888	778 894
	14				
	15	2 407 359		181 134	2 226 225
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	16	2 049 141		243 566	1 805 575
Autres tiers	17				
	18				
	19	2 049 141		243 566	1 805 575
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 049 141		243 566	1 805 575
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 049 141		243 566	1 805 575
	26	4 456 500		424 700	4 031 800
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	4 456 500		424 700	4 031 800

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	61 688	61 688	86 510
Autres	3	21 842	21 842	20 394
Sécurité publique				
Police	4	192 979		
Sécurité incendie	5	33 322	23 094	20 991
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		3 543	3 481
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	99 562	86 206	84 090
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	8 746	6 426	3 375
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		14 386	17 292
Autres	21		2 320	2 500
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23		1 813	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	418 139	221 318	238 633

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	3,00	37,50	191 810	42 487	234 297
Professionnels	2					
Cols blancs	3	3,50	35,00	82 040	14 207	96 247
Cols bleus	4	6,00	40,00	234 779	54 654	289 433
Policiers	5					
Pompiers	6	23,00	1,00	42 836	3 500	46 336
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	35,50		551 465	114 848	666 313
Élus	9	7,00		47 432	2 978	50 410
	10	42,50		598 897	117 826	716 723

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		11 787		11 787
Réseau de distribution de l'eau potable	13		17 516		17 516
Traitement des eaux usées	14		40 235		40 235
Réseaux d'égout	15				
Autres	16		147 927	30 000	197 899
	17		217 465	30 000	267 437

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	559	27		53	559	79		105	559	131
Évaluation	2	73 978	28		54	73 978	80		106	73 978	132
Autres	3	364 540	29	6 700	55	371 240	81	2 384	107	368 856	133
	4	439 077	30	6 700	56	445 777	82	2 384	108	443 393	134
Sécurité publique											
Police	5	192 682	31		57	192 682	83		109	192 682	135
Sécurité incendie	6	103 620	32	40 002	58	143 622	84	2 702	110	140 920	136 6 157
Sécurité civile	7	19 969	33	5 062	59	25 031	85		111	25 031	137
Autres	8	4 946	34		60	4 946	86		112	4 946	138
	9	321 217	35	45 064	61	366 281	87	2 702	113	363 579	139 6 157
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	423 772	36	129 223	62	552 995	88	4 233	114	548 762	140
Enlèvement de la neige	11	242 006	37	15 169	63	257 175	89	27 513	115	229 662	141
Autres	12	20 639	38		64	20 639	90		116	20 639	142
Transport collectif	13	3 543	39		65	3 543	91		117	3 543	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	689 960	41	144 392	67	834 352	93	31 746	119	802 606	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	19 923	42	74 463	68	94 386	94		120	94 386	146 25 325
Réseau de distribution de l'eau potable	17	52 681	43	53 299	69	105 980	95	591	121	105 389	147 23 098
Traitement des eaux usées	18	28 821	44	79 797	70	108 618	96		122	108 618	148 54 930
Réseaux d'égout	19	32 667	45	72 642	71	105 309	97	175	123	105 134	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	162 924	46	15 946	72	178 870	98	3 025	124	175 845	150 3 292
Matières recyclables	21	61 805	47	4 059	73	65 864	99		125	65 864	151
Autres	22		48		74		100	1 078	126	(1 078)	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	19 613	50		76	19 613	102		128	19 613	154
Autres	25	58 271	51		77	58 271	103		129	58 271	155
	26	436 705	52	300 206	78	736 911	104	4 869	130	732 042	156 106 645

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	3 978	172	187	3 978	202	217	3 978	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	623	174	189	623	204	219	623	234		
	160	4 601	175	190	4 601	205	220	4 601	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	74 293	176	1 215	75 508	206	2 400	73 108	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	20 002	178	193	20 002	208	223	20 002	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	94 295	180	1 215	95 510	210	2 400	93 110	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	175 434	181	30 202	205 636	211	17 727	187 909	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	12 045	182	1 851	13 896	212	227	13 896	242		
Autres	168	23 555	183	1 297	24 852	213	228	24 852	243		
	169	211 034	184	33 350	244 384	214	17 727	226 657	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	2 196 889	186	530 927	2 727 816	216	61 828	2 665 988	246	112 802	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014***Non audité*

		2014	2013
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	216 718	723 927
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	216 718	723 927

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 028 306	464 783
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 028 306	464 783
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	85 179	634 009
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(8 923)	(14 345)
Activités d'investissement	6	(7 777)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(316 437)	(56 141)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(247 958)	563 523
Solde à la fin de l'exercice	12	780 348	1 028 306
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	409 186	432 551
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	409 186	432 551
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		(8 192)
Activités d'investissement	17	(46 750)	(104 682)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	316 437	56 141
Financement des investissements en cours	19	27 022	33 368
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	296 709	(23 365)
Solde à la fin de l'exercice	22	705 895	409 186
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	197 665	162 271
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	197 665	162 271
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	61 863	35 394
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	61 863	35 394
Solde à la fin de l'exercice	31	259 528	197 665

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39 ()	()
Utilisation du fonds général	40 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	45 ()	()
Autre financement	46 ()	()
	47 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48	
	49	
	50	
Solde à la fin de l'exercice	51 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	52	(384 125)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(384 125)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	27 022
		417 493
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	
Excédent de fonctionnement affecté	57	(27 022)
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	384 125
Solde à la fin de l'exercice	60	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	61	9 334 887
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62	
Solde redressé au début de l'exercice	63	9 334 887
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	64	
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66	(133 075)
		(581 764)
Solde à la fin de l'exercice	67	9 201 812
		9 334 887

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>200 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 7 | 0 | 2 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 0 | 2 | 5 | 1 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| 0 | , | 0 | 0 | 9 | 7 | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| 0 | , | 0 | 5 | 5 | 0 | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[3|4|1] , [7|5]	\$
Égout	2	[1|4|4] , [4|2]	\$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[1|1|8] , [1|0]	\$
Matières résiduelles	5	[1|5|6] , [0|0]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Vidange fosses septiques annuelle	84,0000	4	par unité
Vidange fosses septiques saisonnière	42,0000	4	par unité
Égout Hervey-Jonction	197,3600	4	par unité
Excédent de gallonage annuel	,1000	7	du gallon dép. 880 gall
Excédent de gallonage saisonnier	,0500	7	du gallon dép. 880 gall
Roulottes	120,0000	7	10 \$ par mois selon LFM
Ordures commerciales porte-à-porte	136,0000	4	par unité d'immeuble
Taxe spéciale Tangara/Sittelles	240,0000	4	par unité d'immeuble
Taxe spéciale lac du Missionnaire	225,0000	4	par unité d'immeuble
Ordures commerciales conteneur	6,0000	7	à la verge cube
Taxe camion autopompe incendie	14,5900	4	par unité d'immeuble
Commerce bac de 1 100 litres	300,0000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	8 286 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	244 800 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	51 195 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	3 500	22 <input type="checkbox"/>

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 820, rue St-Alphonse
(no) (rue)
Lac-aux-Sables G0X 1M0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 336-2331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 336-2500
(ind. rég.) (numéro)

Courriel lac-aux-sables@regionmekinac.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Valérie Cloutier

Téléphone (418) 336-2331
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 336-2500
(ind. rég.) (numéro)

Courriel valerie.cloutier@regionmekinac.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Désaulniers, Gélinas, Lanouette s.e.n.c.

Titre CPA Auditeur, CA

Adresse 501, rue Notre-Dame
(no) (rue)
Saint-Tite G0X 3H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 365-7511
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 365-7635
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gdesaulniers@dgl-cpa.ca

Responsable du dossier Guy Désaulniers

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Valérie Cloutier , atteste que le rapport financier de Lac-aux-Sables pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-11-17 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lac-aux-Sables consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lac-aux-Sables détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (22 461) \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,0697 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-11-18 13:33:46

Date de transmission au Ministère : 2015/11/18

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Lac-aux-Sables

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014		2013
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	2 509 814	2 633 465	2 820 890
Investissement	2	193 500	184 692	383 034
	3	2 703 314	2 818 157	3 203 924
Charges				
	4	2 910 469	2 840 618	2 826 011
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(207 155)	(22 461)	377 913
Moins : revenus d'investissement	6	(193 500)	(184 692)	(383 034)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(400 655)	(207 153)	(5 121)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	495 000	530 927	514 626
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(167 633)	(181 134)	(125 756)
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	(4 521)	(263 117)
Excédent (déficit) accumulé	12	73 288	(52 940)	(12 857)
Autres éléments de conciliation	13			
	14	400 655	292 332	639 130
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		85 179	634 009

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Actifs financiers			
Débiteurs	1	2 252 497	4 007 771
Autres	2	1 422 049	788 601
	3	3 674 546	4 796 372
Passifs			
Dette à long terme	4	4 031 800	4 456 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	211 304	1 207 226
	7	4 243 104	5 663 726
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(568 558)	(867 354)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	11 428 036	11 742 245
Autres	10	88 105	95 153
	11	11 516 141	11 837 398
Excédent (déficit) accumulé	12	10 947 583	10 970 044

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	780 348	1 028 306
Excédent de fonctionnement affecté			
- Budget d'investissement 2015	14	500 864	237 805
- Budget de fonctionnement 2015	15	140 000	100 000
- Surplus pour immobilisations	16	54 227	27 206
- Camion incendie	17	10 804	10 804
- Camion Ford F-150	18		33 371
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	705 895	409 186
Réserves financières	24	1 596	518
Fonds réservés	25	257 932	197 147
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 ()	(
Financement des investissements en cours	27		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	9 201 812	9 334 887
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	10 947 583	10 970 044

Extrait du rapport financier, page S23-1

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
		Budget	Réalizations	Réalizations
Fonctionnement				
Taxes	1	2 107 943	2 152 766	1 992 307
Compensations tenant lieu de taxes	2	78 669	84 676	74 211
Quotes-parts	3			
Transferts	4	188 788	217 465	622 744
Services rendus	5	42 614	61 828	28 334
Autres	6	91 800	116 730	103 294
	7	2 509 814	2 633 465	2 820 890
Investissement				
Taxes	8	113 500	115 758	116 220
Quotes-parts	9			
Transferts	10	30 000	49 972	210 551
Autres	11	50 000	18 962	56 263
	12	193 500	184 692	383 034
	13	2 703 314	2 818 157	3 203 924

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Budget 2014		Réalizations 2014		Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	71 688	73 978		86 510
Autres	2	346 941	365 099	6 700	374 175
Sécurité publique					
Police	3	192 979	192 682		179 809
Sécurité incendie	4	137 135	103 620	40 002	132 764
Autres	5	35 101	24 915	5 062	32 521
Transport					
Réseau routier	6	679 232	686 417	144 392	818 489
Transport collectif	7	3 643	3 543		3 481
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	143 142	134 092	280 201	407 258
Matières résiduelles	10	246 836	224 729	20 005	216 306
Autres	11	90 688	77 884		68 206
Santé et bien-être	12	18 806	4 601		7 499
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	95 380	74 293	1 215	74 871
Promotion et développement économique	14	20 948	20 002		18 810
Autres	15				2 500
Loisirs et culture	16	231 898	211 034	33 350	247 343
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	101 052	112 802		155 469
Amortissement des immobilisations	19	495 000	530 927	(530 927)	
	20	2 910 469	2 840 618		2 826 011

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3